

20270327 Véridik

<https://veridik.fr/2023/03/27/expulsion-du-campement-de-mineurs-isoles-devant-lhotel-de-la-metropole-de-lyon-le-jour-dapres/>



Hier le Collectif soutiens Migrants Croix rousse a dressé un campement de mineurs non accompagnés devant l'Hôtel de Métropole de Lyon où se déroule aujourd'hui, un conseil métropolitain. Le campement a été évacué hier soir, à la demande de la collectivité, mais une rencontre entre le collectif et une délégation de la Métropole est prévue cet après-midi.



<https://youtu.be/IzfKC8Ch65U>

Nous [vous annoncions hier, que le Collectif soutiens/migrants Croix-Rousse avait décidé de dresser un campement de mineurs isolés sur le parvis de l'Hotel de Métropole](#). Il était composé d'une trentaine de jeunes « *mis à la rue à la suite d'une évaluation de minorité négative par la Méomie (service de la Métropole)* » indiquait le Collectif qui soutient les mineurs non accompagnés et qui dénonce, depuis sa création, les évaluations qui lorsqu'elles se révèlent négatives placent les jeunes dans une zone grise entre minorité et majorité qui les empêche d'être pris en charge par la Préfecture (qui à la responsabilité des majeurs) et la Métropole (qui a la responsabilité des mineurs). Une situation d'autant plus regrettable que dans 80% des cas les juges pour enfant reconnaissent ensuite leur minorité.

L'action de la Métropole en faveur des mineurs non accompagnés

[Le 4 juillet, nous avons rencontré Renaud Payre, le vice-président de la Métropole de Lyon délégué à l'habitat, au logement social et à la politique de la Ville, ainsi que Lucie Vacher, la vice-présidente déléguée à l'action sociale et éducative, à l'adoption, et à l'accompagnement des familles qui avaient gentiment accepté de nous recevoir dans une situation compliquée alors qu'une quarantaine de mineurs non accompagnés se retrouvaient à la rue lors de la fermeture du squat Le chemineur conjugué à l'incendie de celui dit Chez Gemma.](#)

Cela intervenait au moment même où ils voyaient se concrétiser dix mois de travail et de négociations avec la Préfecture avec l'ouverture de la Station 2, un dispositif destiné à prendre en charge les mineurs non accompagnés cofinancé par la Métropole et la Préfecture. À l'époque Renaud Payre évoquait « *un engagement inédit en France* ». « *Quand on est arrivé en responsabilité, quand on a ouvert la Station, la première réaction de l'État local, cela a été de dire : 'vous allez au-delà de vos compétences', parce que vous vous occupez des jeunes en recours, ce qui n'était pas faux. On a insisté, on est allé les revoir pour dire 'mais en fait, il faut qu'on le finance ensemble' pour éviter de se renvoyer la balle.* »

Le laboratoire lyonnais faisait ainsi une nouvelle fois dans l'innovation. Depuis, la situation s'est toutefois enlisée, la Métropole ayant décidé de réaliser un audit de son dispositif tandis que le Collectif demande de nouvelles places et il y a eu des [crispations autour de l'évacuation du gymnase Dargent que la ville de Lyon avait décidé d'ouvrir](#), dépassant ainsi ses compétences, pour accueillir [les jeunes qui avaient squatté tout l'été dans le Square Gustave Ferrié près du métro Cuire](#).

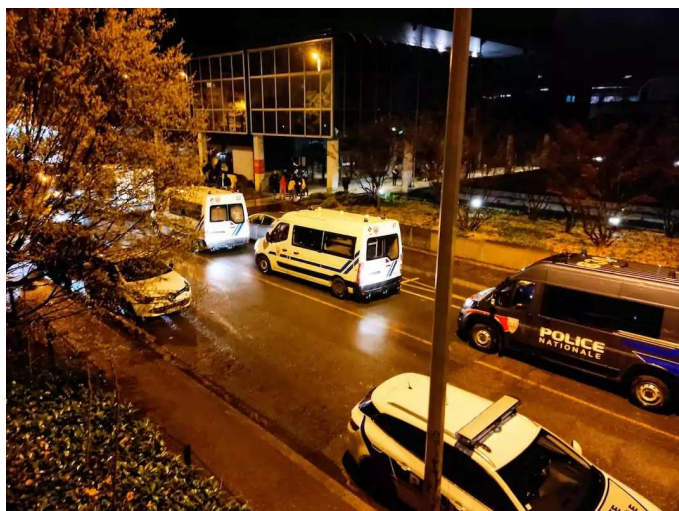
Le Collectif soutiens/migrants Croix Rousse a décidé d'interpeller la Métropole

Le Collectif qui travaille sur le terrain et qui écope au quotidien, se retrouvant devant des situations extrêmement difficiles à gérer et a depuis ouvert de nouveaux squats, rue [Henri Gorjus](#) et dans [les pentes de La Croix Rousse](#) pour faire face au flux de jeunes qui se retrouvent à la rue après le refus de la reconnaissance de leur minorité. Il a décidé hier d'une action coup de poing en dressant un campement devant l'Hôtel de Métropole pour faire réagir la collectivité. On ne peut pas dire qu'il ait fait preuve d'une grande diplomatie en procédant ainsi, mais selon Anne du Collectif soutiens migrants Croix Rousse qui était présente ce matin à un rassemblement organisé pour protester contre l'expulsion de ce campement, ce n'est pas une question de « *diplomatie* ». « *La diplomatie ça fait longtemps que nous en faisons, nous avons écrit une lettre ouverte à Bruno Bernard, il y a environ 15 mois, nous avons distribué des tracts, nous sommes actuellement en train de sortir une pétition, qui sera un travail de popularisation de notre action, nous travaillons au national avec d'autres collectifs, le secours populaire et l'AMIE...* ». « *Il y a eu une réponse avec la création de 100 places, mais depuis 6 mois rien ne bouge. Nous avons été obligés de faire ça parce qu'autrement, on ne nous écoute pas* ».

L'expulsion du campement

De diplomatie, on ne peut pas dire que la Métropole en ait fait preuve non plus, c'est le moins que l'on puisse dire. Hier aux alentours de 22h, à sa demande, 15 cars de CRS se sont rendus sur place sur le parvis pour déloger le campement. Après quelques tergiversations concernant

la propriété du terrain sur lequel les tentes avaient été dressées, il a été évacué. À 23h, il n'y avait plus de jeunes sur le parvis. À 3h du matin, tout était « plié et nettoyé » selon des membres du Collectif.



Photos : @Collectif Soutiens Migrants Croix Rousse

Une décision qui n'est pas anodine

En prenant cette décision, l'exécutif métropolitain s'est placé en contradiction avec les valeurs écologistes et sociales qu'il défend. Le collectif se dit « *particulièrement choqué qu'une Métropole qui se dit hospitalière se comporte comme d'autres institutions, qui systématiquement expulsent les squats* », nous a confié Anne. La décision serait venue du cabinet de la présidence. Le Collectif souhaiterait justement s'entretenir avec Bruno Bernard, comme il avait pu le faire dans le passé avec son prédécesseur David Kimelfeld, « *qui ne partageait pourtant pas nos valeurs* », a-t-elle précisé.

On nous a transmis le compte rendu de l'intervention de l'ancien président de la Métropole qui a eu lieu ce matin lors du Conseil métropolitain et il n'a semble-t-il pas pipé mot sur la situation des mineurs non accompagnés qui se sont fait expulsés hier. Le sujet a toutefois été abordé ce matin dans la salle du Conseil d'après Anne, mais nous en ignorons la teneur. La militante nous a expliqué qu'une rencontre est prévue avec une délégation de la Métropole cet après-midi. « *Ce sera des élus mandatés par Bruno Bernard et quelqu'un du cabinet, mais il n'y aura pas Bruno Bernard* », nous a expliqué la militante. Une rencontre entre le président de la Métropole et le Collectif serait la bienvenue, pour trouver une sortie par le haut à la situation.

En attendant, les jeunes n'ont heureusement pas dormi à la rue, hier soir. « *On a été obligé de les remettre dans une salle qui est beaucoup trop petite et complètement inadaptée et dans laquelle on pense qu'ils ne peuvent plus être logés et on va être obligé de trouver une autre solution ailleurs, cela sera sans doute un nouveau campement* », a conclu Anne.